

# GUINÉE ÉQUATORIALE



## Caractéristiques géographiques

Langues officielles : français, portugais et espagnol

Superficie : 28 050 km<sup>2</sup>

Population : 1,7 million d'habitants

Densité : 59,7 habitants/km<sup>2</sup>

Taux de croissance démographique : 2,4 %

Part de la population urbaine : 74,0 %

## Économie

Notation de la dette souveraine : nd

Classement de l'indice de développement humain (IDH) 2021: 145<sup>e</sup>/191

Évaluation des politiques et des institutions (note CPIA, 2022) : nd

Taux de change effectif réel (moyenne 2018-2022, base 100 en 2010) : 101,2 (98,8 pour la CEMAC)

Classification Banque mondiale : pays à revenu intermédiaire supérieur

Risque de surendettement : nd

PIB par habitant (2022) : 7 053,5 dollars US

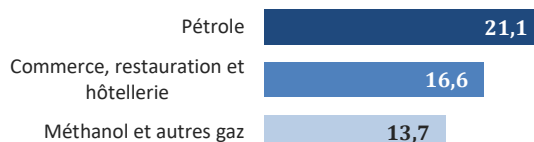
Taux de croissance (2022) : 2,9 %

Inflation (2022) : 4,9 %

PIB (2022) : 8 464,5 milliards XAF / 12,4 milliards de dollars US

### Principales activités

(en % du PIB nominal, moyenne 2018-2022)



### Principaux biens d'exportation

(en % du total des exportations, moyenne 2018-2022)



## Développement humain et infrastructures

 **61,2 ans**  
Espérance de vie

 **13 %**  
Population sous le seuil de pauvreté

 **64,7 %**  
Accès à l'eau potable

 **7,7 %**  
Mortalité infantile

 **nd**  
Inégalité de revenus (coefficient de Gini)

 **66,8 %**  
Accès à l'électricité

 **20 %**  
Malnutrition infantile

 **nd**  
Alphabétisation des adultes

 **39,5**  
Nombre de souscriptions à la téléphonie mobile pour 100 habitants

 **126/191**  
Indicateur de vulnérabilité environnementale (PVCCI)

 **nd**  
Population âgée de 15 ans et plus disposant d'un compte en banque

 **50,9 %**  
Taux de participation des femmes au marché du travail

nd : non disponible.

Sources et métadonnées.

## AVERTISSEMENTS ET REMERCIEMENTS

*Cette monographie a été réalisée par le [service Afrique et Développement de la Banque de France](#). Elle fait partie d'une collection couvrant les différents pays membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC).*

*Ces monographies complètent le [Rapport annuel des coopérations monétaires Afrique-France](#), qui se concentre sur la situation économique des pays membres des unions monétaires et présente de façon plus approfondie les actions des institutions régionales, ainsi que les politiques et les évolutions institutionnelles des deux unions économiques et monétaires et de l'Union des Comores. Les données statistiques de ces monographies sont cohérentes avec les données agrégées du Rapport annuel, arrêtées à fin juin 2023 et susceptibles de révisions ; elles intègrent également des données plus récentes, notamment en provenance du Fonds monétaire international (FMI).*

*Le détail des indicateurs présentés est disponible sur la page [Sources et métadonnées](#).*

*Nous tenons à remercier chaleureusement la Banque centrale des États de l'Afrique centrale (CEMAC), pour sa précieuse collaboration à la rédaction de cette publication.*



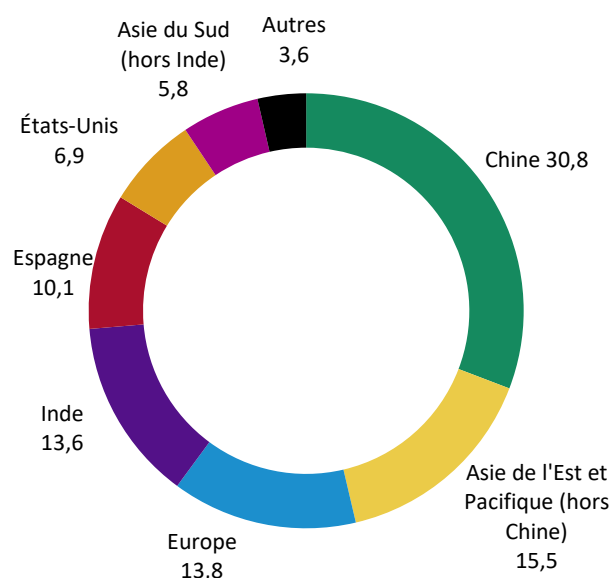
## Faits saillants

- **L'activité économique s'est nettement accélérée en 2022 (+ 2,9 % en termes réels, contre 0,9 % en 2021), tirée principalement par le dynamisme du secteur tertiaire.** Le secteur pétrolier continue cependant de peser sur la croissance. La reprise du secteur tertiaire à la suite de la levée des mesures anti-Covid et la baisse moins importante de l'activité pétrolière par rapport à 2021 sont les deux leviers de la croissance du pays. Cependant, selon les prévisions de la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC), l'activité économique devrait se contracter à nouveau fortement (-2,9 %) en 2023, en raison d'une baisse de production des hydrocarbures, de leur prix et des conséquences de la guerre en Ukraine. L'inflation s'est accélérée en 2022 (+ 4,9 %), à un niveau élevé, mais elle devrait revenir sous le seuil communautaire, fixé à 3 %, en 2023. L'excédent budgétaire de 2022 (+ 10,7 %), principalement dû à la hausse des recettes pétrolières, rappelle la vulnérabilité du budget et de la dette du pays face aux variations des cours du pétrole.
- **Le Fonds monétaire international (FMI) a accordé à la Guinée équatoriale, en septembre 2021, un financement de 47,25 millions de droits de tirage spéciaux (DTS), au titre de l'instrument de financement rapide (IFR).** Ce prêt d'urgence visait à permettre aux autorités de faire face au choc économique causé par la pandémie et amplifié par l'explosion de la base militaire de Bata. Les consultations se poursuivent en revanche en vue de la conclusion de la première revue du programme validé en 2019 au titre du mécanisme élargi de crédit (MEDC).
- **La diversification de l'économie, dominée par le secteur pétrolier, est un enjeu majeur eu égard au fort déclin attendu de la production de pétrole et à la volatilité des cours mondiaux.** Le développement du secteur privé nécessitera toutefois de remédier, en parallèle, à la fragilité de la gouvernance publique et à la grande vulnérabilité du secteur bancaire. Les investissements de banques publiques et privées chinoises en Guinée équatoriale témoignent du renforcement de la relation bilatérale et commerciale entre les deux pays. Un accord sur la construction d'une raffinerie modulaire (août 2022) et l'inauguration de l'aéroport de Malabo (mars 2023) – deux infrastructures à financement chinois majoritaire – attestent ce renforcement. Le déplacement du vice-président équato-guinéen en Chine en juillet 2023 a été l'occasion, pour lui, de rencontrer nombre de présidents-directeurs généraux (PDG) d'entreprise énergétique et du bâtiment et des travaux publics (BTP).
- **Le président Teodoro Obiang Nguema Mbasogo a été réélu à la tête du pays le 20 novembre 2022, avec 94,9 % des suffrages.** Son mandat, le sixième depuis son arrivée au pouvoir en 1979, arrivera à son terme en 2029.

## CARACTÉRISTIQUES STRUCTURELLES DE L'ÉCONOMIE

**L'économie équato-guinéenne demeure largement dépendante de l'exploitation des hydrocarbures, malgré son repli structurel.** Le secteur pétrolier (comprenant pétrole, méthanol et autres gaz) a ainsi représenté en moyenne 34 % du PIB nominal, 81,5 % des recettes budgétaires et 94,1 % des exportations entre 2018 et 2022. Le vieillissement des champs en exploitation se traduit toutefois par une baisse tendancielle des exportations de pétrole et de gaz (notamment méthanol), passées respectivement de 13,2 et 8,8 millions de tonnes en 2014 à 5,4 millions de tonnes chacun en 2022. Ce repli a fortement pesé sur le PIB du pays, lequel a enregistré une croissance négative de 2015 à 2022 (- 2,8 % en moyenne par an).

Destinations des exportations de la Guinée équatoriale (2017-2021)  
(en %, moyenne sur 5 ans)



Sources : CEPII (BACI) et calculs Banque de France.



## Principales productions et prix d'achat aux producteurs de la Guinée équatoriale

(productions en milliers de tonnes, prix d'achat en francs CFA (XAF) par kilogramme)

	2020	2021	2022
<b>Pétrole brut</b>			
Production (en millions de tonnes)	7,1	5,9	5,4
Production (en milliers de barils par jour)	143,8	118,9	108,8
Prix moyen à l'export (en milliers XAF par tonne)	160,4	266,1	422,7
Prix du baril de pétrole équato-guinéen (en dollars US)	38,0	65,4	92,6
<b>Méthanol et autres gaz</b>			
Exportations (en milliers de tonnes)	4 311,1	4 820,8	5 440,2
<b>Bois</b>			
Production de grumes (milliers de m <sup>3</sup> )	41,2	51,9	139,0
Exportations de grumes, sciages et dérivés (en milliers de m <sup>3</sup> )	103,5	237,1	203,9
Prix à l'exportation des grumes (en milliers XAF par m <sup>3</sup> )	78,6	85,6	114,8

Sources : BCEAO et administrations nationales.

**Ce repli a mécaniquement contribué, avec le développement modéré des activités de commerce, de transport et de télécommunication, à la hausse du poids du secteur tertiaire.** Il a représenté 55,7 % du PIB en moyenne entre 2018 et 2022 (contre 20,8 % et 21,8 % respectivement pour les secteurs primaire et secondaire <sup>1</sup>).

**Premier pays de la CEMAC et troisième d'Afrique subsaharienne (ASS) par son PIB par habitant (7 986,9 USD en moyenne entre 2018 et 2022, en parité de pouvoir d'achat), la Guinée équatoriale est classée par la Banque mondiale parmi les pays à revenu intermédiaire supérieur.** Elle ne connaît néanmoins, selon le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), qu'un niveau de développement moyen : elle se classe ainsi, dans le rapport 2021-2022 de l'indice de développement humain (IDH), au 145<sup>e</sup> rang sur 191 – en recul de six places par rapport à 2015. En dépit de son revenu élevé, elle ne se place également que dans la moyenne de l'ASS pour l'espérance de vie à la naissance (60,6 ans, contre 60,1 dans la région) et l'enseignement (5,9 ans de scolarité effective en moyenne, contre 6,0 ans dans la région).

**La position extérieure de la Guinée équatoriale est particulièrement vulnérable vis-à-vis de la fluctuation des cours du pétrole.** La balance commerciale affiche un excédent structurel, amoindri toutefois lors de la crise des matières premières en 2014-2016 et celle de

la Covid-19 en 2020. Alors que le solde courant était largement négatif entre 2015 et 2020 (– 11,2 % en moyenne) du fait du déficit structurel des balances des services et des revenus, en particulier celle des revenus primaires, il devient positif à partir de 2021. Le compte financier demeure pour sa part globalement excédentaire (4,1 % en moyenne sur 2018-2022), grâce au dynamisme des investissements directs. Il permet ainsi de soutenir le solde global de la balance des paiements.

**Les exportations équato-guinéennes sont principalement dirigées vers les économies développées ou émergentes.** Leurs principaux destinataires sont donc la Chine et l'Inde, pour respectivement 30,8 % et 13,6 % des exportations entre 2017 et 2021. Sur la période, 13,8 % ont été dirigés vers l'Europe – notamment l'Espagne (10,1 %), partageant avec le pays des liens historiques et linguistiques. La France, pour sa part, n'était destinataire que pour moins de 1,0 % des exportations du pays.

**L'ancrage du franc CFA sur l'euro se traduit par une relative stabilité des prix en Guinée équatoriale.** Le pays a ainsi enregistré une inflation de 2,5 % en moyenne annuelle entre 2018 et 2022 – légèrement en deçà de la moyenne des pays de la CEMAC (2,9 %). Si la Guinée équatoriale a bénéficié d'une stabilité des prix jusqu'en 2021, le pays fait face à une remontée de l'inflation. Cette poussée inflationniste, estimée à hauteur de 4,9 % pour 2022 et 2023, n'est censée revenir sous le seuil communautaire de 3 % qu'à moyen terme.

<sup>1</sup> Le secteur secondaire inclut les activités de liquéfaction du gaz naturel (méthanol et autres gaz).

**Le secteur bancaire équato-guinéen demeure dans une situation de grande fragilité depuis la crise des matières premières de 2014-2016.** Ce secteur, de taille modeste, est fortement concentré sur cinq banques – dont deux à capitaux majoritairement publics (BANGE Bank – Banque nationale de Guinée équatoriale – et, depuis sa nationalisation et recapitalisation en 2021, CCEI Bank). L’essentiel des engagements est composé de crédits à court terme. Fortement exposé vis-à-vis des entreprises des BTP, le secteur a été affecté par l’accumulation des arriérés de paiement de l’État à la suite de la crise de 2014. Celle-ci s’est traduite par une forte détérioration de la qualité des portefeuilles de crédit, accrue par la crise de la Covid-19, avec 47,2 % de créances brutes en souffrance en moyenne entre 2020 et 2022, contre 19,7 % en moyenne en CEMAC sur la période. Le niveau des fonds propres nets du secteur est négatif depuis 2019. En effet, les importantes corrections opérées sur le niveau de provisionnement du risque de crédit par plusieurs établissements et la meilleure application des méthodes de comptabilisation du cadre prudentiel inspiré des normes Bâle 3 ont grevé les fonds propres du secteur bancaire. Dans ce contexte, les activités de crédit ont connu – cas unique en CEMAC – un déclin continu entre 2019 et 2022, l’encours des crédits bruts se reliant de 1,7 % en moyenne par an sur la période.

## CONJONCTURE ET PRÉVISIONS

**La croissance du PIB réel en 2022 (+ 2,9 %) est en nette augmentation par rapport à l’année précédente (+ 0,9 %).** L’économie a tiré parti du dynamisme du secteur non pétrolier (+ 6,4 %) qui fait suite aux levées progressives des mesures de lutte contre la Covid-19 et de la reprise consécutive du secteur tertiaire (contribution de 1,5 pp en 2022 contre – 0,9 pp en 2020). Le secteur pétrolier continue de peser sur la croissance, avec une contraction de – 2,5 % de l’activité en 2022, bien que cette baisse soit nettement inférieure à celle de 2021 (– 6,7 %), et une contribution négative de 1,9 pp en 2022 (– 4,6 pp en 2021). L’activité économique devrait se contracter fortement en 2023 (– 2,8 %) en raison de la baisse de la production des hydrocarbures (– 10 %) et de leur prix (– 25 %). À horizon 2026, la baisse des exportations en volume par rapport à 2022 devrait s’amplifier, à environ 30 % pour le pétrole et 50 % pour le gaz, selon les prévisions de la BEAC.

## Activité économique et inflation en Guinée équatoriale

(en %)

	2020	2021	2022	2023
<b>Variation annuelle du PIB</b>	-4,6	0,9	2,9	-2,8
<b>Inflation</b> (en moyenne annuelle)	4,7	-0,1	4,9	2,9

Note : Prévisions pour 2023.

Source : BCEAO.

**L’inflation s’est fortement accrue (+ 4,9 %) par rapport à 2021 (– 0,1 %) et dépasse ainsi de 1,9 point le seuil communautaire (fixé à 3 %).** La hausse de l’inflation découle principalement de la perturbation des circuits internationaux, de la forte montée des prix des denrées alimentaires mondiaux et de la dépréciation de l’euro vis-à-vis du dollar en 2022. Selon les prévisions BEAC, l’inflation en 2023 devrait ralentir pour s’établir à 2,9 % (pour plus d’informations sur les déterminants de l’inflation, voir le Point de vue de la BEAC sur ce sujet dans le Rapport annuel 2022 des Coopérations monétaires Afrique-France). À l’exception des mesures gouvernementales pour faciliter l’approvisionnement en denrées dans les pays voisins, le manque de filets de protection sociale fait peser un risque sur la sécurité alimentaire des équato-guinéens.

**Le solde des transactions a continué à s’améliorer en 2022, passant de 265 milliards à 561 milliards.** Cette évolution reflète la forte hausse des exportations en valeur (+ 80 %) et plus particulièrement du pétrole (+ 45 %) et du méthanol (+ 79 %), qui représentent la quasi-totalité des exportations du pays. Les importations ont également fortement augmenté (+ 96 %), notamment les produits pétroliers (+ 111 %) et de construction (+ 109 %). Le compte financier se redresse, de – 75 milliards en 2021 à + 576 milliards. En effet, depuis deux années consécutives, les investissements directs à l’étranger ont repris et ont même doublé en 2022 (+ 102 %) tandis que les autres investissements sont devenus positifs (19 milliards, contre – 370 milliards en 2021).

**La Guinée équatoriale a enregistré un excédent budgétaire important, à hauteur de 11,9 % du PIB, en lien avec la forte augmentation, en valeur, des recettes pétrolières.** Ces dernières ont augmenté de 120 %, passant de 1 041 milliards en 2021 à 2 260 milliards en 2022. Les variations des cours du pétrole constituent néanmoins un risque pour les autorités, puisque

les ressources financières du pays sont très dépendantes des recettes pétrolières (90 % des recettes totales). L'augmentation des dépenses (+ 50 %) est principalement tirée par la hausse des dépenses budgétaires (+ 150 %) due aux politiques de lutte contre la précarité alimentaire (baisse des taxes à l'importation sur les denrées), à la reconstruction de Bata <sup>2</sup>, au paiement des arriérés et au soutien au secteur financier.

**La dette publique a fortement diminué, s'établissant à 27,4 % du PIB, soit une baisse de 14,4 pp par rapport à 2021.** La dette extérieure représente 9,6 % du PIB, en repli de 2,9 pp par rapport à l'année précédente. La majorité de la dette intérieure est composée d'arriérés de paiement accumulés vis-à-vis des prestataires de marchés publics. Dans son analyse de viabilité de la dette de juillet 2022, le FMI estime qu'elle est soutenable, dans un contexte de cours élevé du pétrole et de poursuite de la consolidation budgétaire. Cependant, la dette publique reste, selon le FMI, sujette à des risques substantiels, à savoir la volatilité des cours du pétrole et le respect des réformes engagées dans le cadre la consultation au titre de l'Article IV.

**L'activité du secteur bancaire a décéléré en 2022.** Les crédits au secteur privé ont légèrement diminué (- 2,1 %) tandis que les dépôts collectés ont augmenté (+ 8,5 %). Le bilan consolidé du système bancaire a diminué de 30 %, revenant sur sa tendance des années précédentes, après une année 2021 atypique liée à des opérations d'une banque avec la BEAC pour un montant exceptionnel. Le système bancaire demeure en difficulté, avec des pertes nettes de 111 milliards dont 106 milliards sur les exercices antérieurs en raison de la recapitalisation de la banque CCEI en janvier 2021. Le taux brut de créances en souffrance (56,6 %) est largement au-dessus de la moyenne de la zone CEMAC (18,5 %). Le taux de marge nette s'est fortement dégradé (- 141,9 %, contre - 13,8 % en 2021). Le ratio de couverture des risques, principal ratio de solvabilité, a cependant connu une amélioration en 2022, atteignant 0,1 %, contre - 6,5 % en 2021.

## ENJEUX ET DÉFIS

**Compte tenu de la domination du secteur des hydrocarbures dans l'activité globale et de la baisse attendue de leur production, la diversification demeure le défi majeur de l'économie équato-guinéenne pour les prochaines années.** Le gouvernement a adopté, en mai 2021, une nouvelle stratégie nationale de développement durable à horizon 2035 (Agenda Guinea Equatorial 2035, appelé PLAN-35). Parmi les piliers de ce plan figure une stratégie de diversification économique dans six domaines prioritaires : i) agrobusiness et pêche, ii) ressources minières et hydrocarbures, iii) industrie et énergie, iv) tourisme, v) logistique, transport, télécommunication et technologie, et vi) services financiers, audit et conseil. Cette politique sera soutenue par un ensemble de dispositifs publics : programme de diversification économique (Prodeco), coordination interministérielle, création d'un nouveau fonds souverain. Parmi les outils envisagés pour développer le secteur privé non pétrolier, figurent notamment les créations de zones économiques spéciales, d'un hub d'innovation, de plateformes logistiques et d'une agence publique pour la promotion des investissements étrangers, ainsi que la privatisation d'une partie des entreprises publiques, comme cela fut le cas, partiellement pour la banque Bange <sup>3</sup>.

**Des réformes en matière de gouvernance et de lutte contre la corruption sont plus que jamais nécessaires à l'émergence d'une croissance forte et durable.** L'adoption en mai 2021 d'une loi anticorruption a été un premier pas positif. Elle a permis la création d'une Commission anticorruption, entrée en fonction en juin 2022. Les textes d'application sont en cours d'élaboration et le canevas de déclaration de patrimoine pour les hauts fonctionnaires a également été finalisé en juin 2022. L'adhésion de la Guinée équatoriale en janvier 2022 à l'Organisation mondiale des douanes (OMD) est une étape majeure pour l'amélioration et la transparence des administrations douanières équato-guinéennes. L'adhésion du pays à l'OMD s'accompagne d'une adaptation des systèmes douaniers portuaires et aéroportuaires aux nouvelles normes. Ces dispositifs doivent toutefois encore prouver leur efficacité.

<sup>2</sup> Pour plus d'informations sur l'explosion de la base militaire de Bata, voir la Monographie Guinée équatoriale ([banque-france.fr](http://banque-france.fr)).

<sup>3</sup> Les titres côtés de la banque représentent à l'heure actuelle moins de 10 % de son capital. Pour rappel, les textes de la Bourse des Valeurs de l'Afrique centrale (BVMAC) prévoient un seuil minimal de 20 %.

**Des réformes budgétaires et fiscales sont également primordiales pour accroître les recettes de l'État et financer les politiques publiques.** La loi Finance n° 3/2021 prévoit des nouvelles mesures fiscales pour le secteur du tourisme dès 2022. Cette réforme se traduit notamment par la création d'une taxe annuelle sur les établissements touristiques (hôtels, restaurants, agences de voyage). Son montant peut s'élever à 200 000 francs, et sur les guides touristiques, à 5 000 francs, lors de leur enregistrement auprès du ministère de la Culture. La ratification par le chef de l'État de la loi n° 8/2022, le 13 octobre, va dans le sens d'une taxation accrue des activités pétrolières dans le pays. Les sociétés pétrolières sont désormais soumises à un impôt de 15 % sur leur revenu.

**Le renforcement des programmes sociaux pourrait en outre permettre de réduire les inégalités et de renforcer le capital humain dans un contexte inflationniste.** Face à la forte hausse des prix des denrées de première nécessité (céréalières et laitières), le gouvernement souhaite utiliser les facilités de libre échange de la CEMAC pour s'approvisionner dans les pays voisins. La Guinée équatoriale s'est également engagée à limiter les taxes sur les importations pour réduire le coût final des produits. Dans le domaine des télécommunications, un arrêté ministériel a baissé les tarifs Internet au 1<sup>er</sup> septembre 2022. Avant cette mesure, les tarifs de téléphonie mobile et Internet de la Guinée équatoriale étaient parmi les plus élevés au monde.

## PROJETS DE DÉVELOPPEMENT EN COURS

**Plusieurs projets financés par des investissements chinois traduisent le renforcement de la relation bilatérale entre le gouvernement équato-guinéen et la Chine.** Ainsi, le 16 août 2022, un accord pour la construction d'une raffinerie modulaire en Guinée équatoriale a été signé à Malabo entre le gouvernement et la China Railway Construction Corporation (CRCC). Le projet est financé à 56 % par l'entreprise chinoise. La raffinerie aura une production estimée de 20 000 barils journaliers et se spécialisera dans la production de produits pétroliers dérivés (asphalte et plastique). Dans le secteur des infrastructures de transport, l'entreprise chinoise ABC Construction Wei a financé à hauteur de 170 milliards le nouvel aéroport de Malabo entré en fonction en mars 2023. En outre, la visite du vice-président équato-guinéen à son homologue chinois début juillet 2023 a été l'occasion pour les deux pays de renforcer leur relation bilatérale et commerciale. Le vice-

président équato-guinéen, en plus d'avoir annoncé la commande d'une frégate et d'un navire de transport civil, s'est entretenu avec nombre de cadres dirigeants de grandes sociétés chinoises dans les secteurs du bâtiment et des travaux publics et de l'énergie.

**La Guinée équatoriale poursuit en outre la mise en valeur de son hub gazier de l'île de Bioko.** Le site industriel de Punta Europa y transforme en méthanol et GNL le gaz naturel provenant des champs d'Alba (Marathon Oil) et d'Alen-Aseng (Chevron), avec une capacité de 3,4 millions de tonnes par an. Un protocole d'accord a été conclu en mars 2022 avec le Nigeria, afin de diriger vers Punta Europa et y transformer une partie du gaz naturel nigérian. Un accord préliminaire a été signé le 20 mars 2023 entre la Guinée équatoriale et Marathon Oil sur les prochaines phases de développement du méga hub gazier.

**L'Organisation mondiale du travail et le Programme des Nations unies pour le développement ont lancé début 2022 un programme pour favoriser l'économie bleue et verte en Guinée équatoriale.** Celui-ci vise plus particulièrement la protection des zones côtières et à la gestion des forêts. Il s'inscrit dans un double objectif de protection de l'environnement et de création d'emplois.



## ANNEXE

### Guinée équatoriale – Comptes nationaux

(en milliards de francs CFA (XAF) ; taux et variations en %)

	2019	2020	2021	2022
<b>Ressources</b>	<b>8 912,9</b>	<b>7 280,7</b>	<b>8 393,6</b>	<b>11 371,5</b>
<b>PIB nominal</b>	<b>6 715,1</b>	<b>5 785,1</b>	<b>6 937,6</b>	<b>8 464,5</b>
<i>dont secteur pétrolier</i>	2 347,2	1 443,5	2 225,8	3 242,0
<b>Importations de biens et services</b>	<b>2 197,8</b>	<b>1 495,6</b>	<b>1 456,0</b>	<b>2 907,0</b>
Biens	1 230,5	890,3	968,1	1 898,4
Services	967,3	605,3	487,8	1 008,6
<b>Emplois</b>	<b>8 912,9</b>	<b>7 280,7</b>	<b>8 393,6</b>	<b>11 371,5</b>
<b>Consommation finale</b>	<b>3 939,0</b>	<b>3 966,1</b>	<b>4 283,1</b>	<b>4 756,3</b>
Publique	1 800,8	1 649,9	1 700,8	1 792,9
Privée	2 138,2	2 316,2	2 582,3	2 963,4
<b>Formation brute de capital fixe <sup>a)</sup></b>	<b>1 767,2</b>	<b>1 553,5</b>	<b>1 864,1</b>	<b>2 619,1</b>
Publique	293,6	201,0	192,6	459,4
Privée	1 473,4	1 352,3	1 671,4	2 159,6
<i>dont secteur pétrolier</i>	556,1	515,6	737,7	1 158,4
Variations de stocks	0,2	0,2	0,2	0,2
<b>Exportations de biens et services</b>	<b>3 206,8</b>	<b>1 761,1</b>	<b>2 246,3</b>	<b>3 996,0</b>
Biens	3 084,7	1 648,4	2 131,8	3 878,8
Services	122,1	112,8	114,5	117,2
Épargne intérieure brute	2 776,1	1 819,0	2 654,4	3 708,2
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	1 009,0	265,5	790,3	1 089,0
<b>Revenus des facteurs</b>	<b>1 359,4</b>	<b>196,4</b>	<b>495,8</b>	<b>511,0</b>
Épargne intérieure nette	4 135,5	2 015,5	3 150,2	4 219,2
<b>Taux d'investissement (en % du PIB)</b>	<b>26,3</b>	<b>26,9</b>	<b>26,9</b>	<b>30,9</b>
Variations				
Taux de croissance du PIB en volume	- 4,4	- 4,6	0,9	2,9
Déflateur du PIB	0,2	- 9,7	18,9	18,6
Prix à la consommation, en moyenne	1,2	4,7	- 0,1	4,9

a) Y compris variations de stocks.

Sources : BEAC.

## Guinée équatoriale – Tableau des opérations financières

(en milliards de francs CFA (XAF))

	2019	2020	2021	2022
<b>Recettes et dons</b>	<b>1 240,5</b>	<b>820,5</b>	<b>1 042,0</b>	<b>2 261,8</b>
<b>Recettes budgétaires</b>	<b>1 240,5</b>	<b>820,5</b>	<b>1 041,0</b>	<b>2 259,8</b>
Recettes pétrolières	983,7	622,6	835,6	2 045,6
<i>dont impôt sur les sociétés et redevance</i>	<i>373,7</i>	<i>267,2</i>	<i>183,7</i>	<i>317,4</i>
Recettes non pétrolières	256,8	198,0	205,4	214,3
<i>dont recettes non fiscales</i>	<i>80,2</i>	<i>68,5</i>	<i>40,4</i>	<i>34,7</i>
<b>Dons extérieurs (dont annulations Initiative PPTE et IADM)</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>1,0</b>	<b>2,0</b>
<b>Dépenses totales et prêts nets</b>	<b>1 118,4</b>	<b>926,9</b>	<b>864,3</b>	<b>1 254,9</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>771,4</b>	<b>689,3</b>	<b>706,5</b>	<b>859,7</b>
Salaires	189,9	194,6	196,2	204,5
Intérêts	57,4	59,0	70,6	78,2
<i>Sur la dette intérieure</i>	<i>29,0</i>	<i>28,9</i>	<i>44,5</i>	<i>56,0</i>
<i>Sur la dette extérieure</i>	<i>28,4</i>	<i>30,0</i>	<i>26,1</i>	<i>22,2</i>
Autres dépenses courantes	524,1	435,7	439,7	576,9
<b>Dépenses en capital</b>	<b>347,0</b>	<b>237,6</b>	<b>157,8</b>	<b>395,3</b>
Dépenses budgétaires	347,0	237,6	156,8	395,3
Dépenses financées sur emprunts extérieurs	0,0	0,0	1,0	0,0
<b>Dépenses de restructuration</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>Prêts nets</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>Solde primaire (hors dons) <sup>a)</sup></b>	<b>150,6</b>	<b>- 76,4</b>	<b>203,8</b>	<b>1 027,1</b>
<b>Solde base engagements (dons compris) <sup>b)</sup></b>	<b>122,2</b>	<b>- 106,4</b>	<b>177,7</b>	<b>1 006,9</b>
<b>Arriérés</b>	<b>- 863,4</b>	<b>- 60,8</b>	<b>- 92,8</b>	<b>- 80,0</b>
Arriérés intérieurs	- 907,4	- 60,8	- 92,8	- 42,0
Arriérés extérieurs	44,0	0,0	0,0	- 38,0
<b>Solde base caisse <sup>c)</sup></b>	<b>- 741,2</b>	<b>- 167,2</b>	<b>84,9</b>	<b>926,9</b>
<b>Financement</b>	<b>741,2</b>	<b>167,2</b>	<b>- 84,9</b>	<b>- 926,9</b>
<b>Financement intérieur</b>	<b>861,2</b>	<b>474,4</b>	<b>2,1</b>	<b>- 910,8</b>
Bancaire	343,0	61,6	- 96,8	- 665,7
Non bancaire	518,3	412,9	98,9	- 245,1
<b>Financement extérieur</b>	<b>- 120,0</b>	<b>- 307,3</b>	<b>- 87,0</b>	<b>- 16,1</b>
Tirages sur emprunts	0,0	0,0	0,0	0,0
Amortissements sur emprunts dette extérieure	- 120,0	- 307,3	- 87,0	- 16,1
Réaménagement de la dette extérieure	0,0	0,0	0,0	0,0
Divers	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>En pourcentage du PIB</b>				
Recettes totales (hors dons)	18,5	14,2	15,0	26,7
Recettes pétrolières	14,6	10,8	12,0	24,2
Dépenses courantes	11,5	11,9	10,2	10,2
Solde base engagements (dons compris) <sup>b)</sup>	1,8	- 1,8	2,6	11,9
Dette publique	44,4	51,7	41,8	27,4

a) Solde primaire = recettes budgétaires – dépenses courantes (hors intérêts sur dette extérieure) – dépenses budgétaires en capital – dépenses de restructuration – prêts nets.

b) Solde base engagements = recettes totales (dons compris) – dépenses totales et prêts nets.

c) Solde base caisse = solde base engagements + arriérés.

Note : PPTE – pays pauvres très endettés, IADM – Initiative d'allègement de la dette multilatérale.

Sources : BEAC.

## Guinée équatoriale – Balance des paiements

(en milliards de francs CFA (XAF))

	2019	2020	2021	2022
<b>a - Solde des transactions courantes (1 + 2 + 3)</b>	<b>- 502,1</b>	<b>- 47,6</b>	<b>265,5</b>	<b>561,2</b>
<b>1 - Biens et services</b>	<b>1 009,0</b>	<b>265,5</b>	<b>790,3</b>	<b>1 089,0</b>
<b>Balance des biens</b>	<b>1 854,2</b>	<b>758,1</b>	<b>1 163,7</b>	<b>1 980,4</b>
Exportations de biens FOB	3 084,7	1 648,4	2 131,8	3 878,8
<i>dont : pétrole</i>	<i>1 769,0</i>	<i>1 147,1</i>	<i>1 574,3</i>	<i>2 287,5</i>
<i>méthanol et autres gaz</i>	<i>799,0</i>	<i>448,7</i>	<i>832,8</i>	<i>1 492,5</i>
<i>bois</i>	<i>58,9</i>	<i>8,1</i>	<i>20,3</i>	<i>23,4</i>
Importations de biens CAF	- 1 468,4	- 757,0	- 870,1	- 2 290,1
Importations de biens FOB	- 1 230,5	- 890,3	- 968,1	- 1 898,4
<i>dont : secteur pétrolier</i>	<i>45,2</i>	<i>14,5</i>	<i>307,1</i>	<i>648,0</i>
<i>construction</i>	<i>503,8</i>	<i>313,2</i>	<i>244,2</i>	<i>511,2</i>
<i>secteur commercial</i>	<i>463,2</i>	<i>311,2</i>	<i>317,9</i>	<i>438,2</i>
<b>Balance des services</b>	<b>- 845,2</b>	<b>- 492,5</b>	<b>- 373,3</b>	<b>- 891,4</b>
<i>dont fret et assurances</i>	<i>- 225,5</i>	<i>144,1</i>	<i>105,6</i>	<i>- 384,1</i>
<b>2 - Revenus primaires</b>	<b>- 1 359,4</b>	<b>- 196,4</b>	<b>- 495,8</b>	<b>- 511,0</b>
<i>dont intérêts sur la dette</i>	<i>- 2,4</i>	<i>- 30,0</i>	<i>- 26,1</i>	<i>- 22,2</i>
<b>3 - Revenus secondaires</b>	<b>- 151,7</b>	<b>- 116,7</b>	<b>- 29,0</b>	<b>- 16,7</b>
<b>Administrations publiques</b>	<b>- 4,8</b>	<b>- 116,7</b>	<b>- 29,2</b>	<b>- 27,1</b>
<b>Autres secteurs</b>	<b>- 146,9</b>	<b>0,0</b>	<b>0,2</b>	<b>10,4</b>
<b>b - Compte de capital</b>	<b>- 3,6</b>	<b>- 0,0</b>	<b>- 0,1</b>	<b>0,0</b>
<b>c - Compte financier</b>	<b>474,0</b>	<b>66,7</b>	<b>- 75,6</b>	<b>576,4</b>
Investissements directs	384,0	- 14,7	188,6	381,2
Investissements de portefeuille	32,7	37,4	105,5	175,9
Autres investissements	57,2	44,0	- 369,7	19,3
<b>Financement exceptionnel (pour mémoire)</b>	<b>44,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>- 38,0</b>
<b>d - Erreurs et omissions nettes</b>	<b>- 107,6</b>	<b>- 156,5</b>	<b>- 112,1</b>	<b>- 232,3</b>
<b>e - Solde global (a + b - c + d)</b>	<b>- 139,3</b>	<b>- 137,4</b>	<b>77,7</b>	<b>905,3</b>
<b>Solde courant (en % du PIB)</b>	<b>- 7,5</b>	<b>- 0,8</b>	<b>3,8</b>	<b>6,6</b>
<b>Solde global (en % du PIB)</b>	<b>- 2,1</b>	<b>- 2,4</b>	<b>1,1</b>	<b>10,7</b>

Source : BEAC.

### Guinée équatoriale – Crédits à l'économie ventilés selon leur maturité initiale

(en milliards de francs CFA (XAF))

	2019	2020	2021	2022
Court terme	765	747	768	700
Moyen terme	156	169	124	175
Long terme	23	26	22	20
<b>Total</b>	<b>943</b>	<b>943</b>	<b>914</b>	<b>895</b>

Source : BEAC.

### Guinée équatoriale – Bilan simplifié du système bancaire

(en milliards de francs CFA (XAF))

Actif	2020	2021	2022	Passif	2020	2021	2022
<b>Valeurs immobilisées</b>	<b>114</b>	<b>105</b>	<b>148</b>	<b>Capitaux permanents</b>	<b>282</b>	<b>279</b>	<b>331</b>
<b>Opérations avec la clientèle</b>	<b>837</b>	<b>824</b>	<b>805</b>	<i>dont fonds propres nets</i>	<i>- 161</i>	<i>- 192</i>	<i>-152</i>
<i>dont Créances nettes en souffrance</i>	<i>361</i>	<i>418</i>	<i>385</i>	<b>Opérations avec la clientèle</b>	<b>1 038</b>	<b>1 073</b>	<b>1 165</b>
<b>Opérations de trésorerie et opérations interbancaires</b>	<b>647</b>	<b>1 466</b>	<b>760</b>	<b>Opérations diverses</b>	<b>53</b>	<b>95</b>	<b>35</b>
<b>Autres postes de l'actif</b> (sommes déductibles des capitaux permanents et opérations diverses)	<b>30</b>	<b>98</b>	<b>28</b>	<b>Opérations de trésorerie et opérations interbancaires</b>	<b>254</b>	<b>1 046</b>	<b>210</b>
<b>Total</b>	<b>1 628</b>	<b>2 494</b>	<b>1 741</b>		<b>1 628</b>	<b>2 494</b>	<b>1 741</b>

Source : Commission bancaire de l'Afrique centrale.

### Guinée équatoriale – Indicateurs d'activité du système bancaire

(en %)

	2020	2021	2022
<b>Coefficient net d'exploitation</b> (frais généraux + dotations aux amortissements) / PNB)	<b>126,5</b>	<b>92,4</b>	<b>88,4</b>
<b>Coefficient de rentabilité</b> (résultat net / fonds propres)	<b>10,7</b>	<b>5,1</b>	<b>73,1</b>
<b>Taux de marge nette</b> (résultat net / produit net bancaire)	<b>- 33,1</b>	<b>- 13,8</b>	<b>- 141,9</b>
<b>Taux brut de créances en souffrance</b> (créances en souffrance brutes / total des créances brutes)	<b>53,0</b>	<b>59,1</b>	<b>56,6</b>
<b>Taux net de créances en souffrance</b> (créances en souffrance nettes / total des créances nettes)	<b>43,1</b>	<b>50,7</b>	<b>47,8</b>
<b>Taux de provisionnement</b> (provisions pour créances en souffrance / créances en souffrance brutes)	<b>32,9</b>	<b>28,7</b>	<b>29,7</b>

Source : Commission bancaire de l'Afrique centrale.

## Guinée équatoriale – Compte de résultat simplifié du système bancaire

(en milliards de francs CFA (XAF))

	2020	2021	2022
<b>1. Produits bancaires</b>	<b>81</b>	<b>99</b>	<b>111</b>
Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	8	8	2
Produits sur opérations avec la clientèle	44	49	47
Produits sur opérations de crédit-bail et de location simple	0	0	0
Produits sur opérations diverses	26	24	37
Produits du portefeuille titres et des prêts à souscription obligatoire	3	18	24
<b>2. Charges bancaires</b>	<b>29</b>	<b>29</b>	<b>32</b>
Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	12	14	11
Charges sur opérations avec la clientèle	9	9	8
Charges sur opérations de crédit-bail et de location simple	0	0	0
Charges sur opérations diverses	8	6	13
Charges sur ressources permanentes	0	0	0
<b>3. Produit net bancaire (1 - 2)</b>	<b>52</b>	<b>70</b>	<b>78</b>
4. Produits accessoires nets	2	2	2
<b>5. Produit global d'exploitation (3 + 4)</b>	<b>54</b>	<b>72</b>	<b>80</b>
6. Frais généraux	58	56	60
7. Amortissements et provisions nets sur immobilisations	8	9	9
<b>8. Résultat brut d'exploitation (5 - 6 - 7)</b>	<b>- 12</b>	<b>7</b>	<b>11</b>
9. Provisions nettes sur risques	10	13	12
10. Rentrées sur créances abandonnées/pertes sur créances irrécouvrables	9	- 2	4
<b>11. Résultat d'exploitation (8 - 9 + 10)</b>	<b>- 13</b>	<b>- 8</b>	<b>3</b>
12. Résultat exceptionnel net	- 3	- 2	- 7
13. Résultat sur exercices antérieurs	0	1	- 106
14. Impôts sur les bénéfices	2	1	1
<b>15. Résultat net (11 + 12 + 13 - 14)</b>	<b>- 17</b>	<b>- 10</b>	<b>- 111</b>

Source : Commission bancaire de l'Afrique centrale.



### Guinée équatoriale – Principaux indicateurs prudentiels du système bancaire

(en %)

	2020	2021	2022
<b>Ratio de couverture des risques (solvabilité)</b>	- 1,9	- 6,5	0,1
<b>Rapport de liquidité</b>	131,5	130,3	152,1

Source : Commission bancaire de l'Afrique centrale.